

## EDITO MENSUEL

***Qui l'emportera ?***

Le pouvoir politique face au pouvoir financier ou plus précisément le président des Etats-Unis face au président et fondateur d'Amazon. Le site d'e-commerce est dans le viseur de la Maison Blanche, enfin plus précisément Jeff Bezos. Afin de dézinguer son nouvel ennemi, Donald Trump a sorti sa gâchette préférée : Twitter et ses 240 caractères. Jeff Bezos semble cristalliser tous les maux et toutes les réprimandes : Amazon paye très peu d'impôt, détruit des emplois aux Etats-Unis et met à genoux la poste américaine. Le président américain fustige la position dominante d'Amazon qui représente selon lui un danger pour la concurrence... et pour les grandes galeries marchandes américaines. Sur ce point, il est clair qu'Amazon avance avec ses bottes de 7 lieux. Du coup, il souhaiterait s'attaquer à Amazon en mettant en place des lois antitrust. Une position surprenante tant le président américain apprécie par-dessus tout d'endosser le rôle de pourfendeur de la réglementation à tous les étages. Néanmoins, les tweets de Donald Trump n'ont pas laissé indifférents les marchés financiers qui ont sanctionné un Amazon fragilisé.

Au-delà de l'entreprise Amazon, Donald Trump s'attaque à Jeff Bezos, le propriétaire du Washington Post. Le journal s'est toujours montré hostile à la politique du président américain. De son côté, Trump n'a jamais caché son animosité envers ce journal qu'il considère comme du lobby pro-Amazon. La presse est d'ailleurs régulièrement vilipendée par le président américain. Enfin une certaine presse celle qui ne semble pas toujours d'accord avec lui. Mais Donald Trump a plus d'un tour dans son sac et il a trouvé un soutien de poids. Ainsi, les Américains ont assisté à une scène hors du commun. Le groupe Sinclair dirigé par David D. Smith, proche de D. Trump a « invité » les présentateurs de plusieurs chaînes du groupe à lire à l'antenne un script indiquant « que certains médias publient des fausses informations sans vérifier les faits ». Objectif, fustiger et décrédibiliser certains médias. Une demande surréaliste dans une démocratie ! D'autant que le groupe Sinclair touche près de 40% des Américains avec près de 200 chaînes locales... pour l'instant. Le groupe voulant encore s'étendre. Dans le viseur de cette déclaration, les chaînes nationales CNN, NBC, CBS ou encore ABC rien que ça. Un déni de démocratie ?

***Pascal Chiarla - C&M Finances***

## QUESTIONS DU MOIS

### ***La victoire d'Orban est-elle un avertissement pour l'Europe ?***

Il n'y a pas eu photo. Le parti de Viktor Orban a remporté, le 8 avril, les élections législatives avec près de 48,8% des suffrages. Une victoire nette qui assure au parti du président hongrois, Fidesz, la majorité des deux tiers au Parlement et la possibilité de modifier la constitution à sa guise. Viktor Orban, de son côté, attaque son troisième mandat consécutif et assoie encore un peu plus son autorité. Opposé à Bruxelles, il a construit son (nouveau) succès sur le thème du grand remplacement de la population européenne par l'immigration. Une thèse anti-immigration qui a porté ses fruits. Il faut dire que les médias à la main du président hongrois ont parfaitement joué leur rôle de caisse de résonance. Depuis son retour au pouvoir en 2010, (il était Premier ministre de 1998 à 2002), il ne cesse de critiquer l'Europe et joue le rapprochement avec la Russie. Orban est devenu le leader de la droite identitaire en Europe et refuse l'accueil des migrants dans son pays. Il pourrait servir d'exemple pour certains. Néanmoins, les Hongrois restent attachés à l'Union Européenne, source d'aides économiques et de sécurité. D'ailleurs Viktor Orban est membre du Parti Populaire Européen (PPE) en compagnie de la CDU-CSU allemande ou encore du parti Les Républicains français. Ces partis qui n'ont toujours pas condamnés les propos virulents du Premier ministre hongrois. Mieux, le ministre allemand de l'Intérieur a salué son succès. Un succès qui sonne comme un (nouvel) avertissement à un an des élections européennes.

### ***D. Trump va-t-il aller jusqu'au bout ?***

Les chiffres ont le mérite d'être éloquentes. Les Etats-Unis accusent un déficit commercial de 375 milliards de dollars avec la Chine. Le président américain a donc décidé de taper du poing sur la table en voulant augmenter les barrières douanières avec la Chine à hauteur de 100 milliards de dollars, mettant à mal la théorie de Ricardo, grand défenseur du libre-échange. Après un discours belliqueux, le président américain semble jouer, à nouveau, la carte de l'apaisement se disant convaincu qu'un accord serait trouvé avec la Chine afin d'éviter un conflit commercial. Il faut dire que les marchés financiers n'apprécient pas du tout les mesures de D. Trump et ses allers-retours permanents, tout comme certains sénateurs républicains qui ont en ligne de mire les élections de mi-mandat. Les Chinois, de leur côté, jouent également la carte de la menace et de l'apaisement. Pourraient-ils aller plus loin ? Les chinois sont les premiers détenteurs de la dette américaine (1168 milliards de dollars) devant le Japon et pourraient donc céder une partie de cette dette en cas de guerre commerciale. Mais ce scénario semble peu probable. En effet, les chinois feraient pression sur les taux américains et verraient du même coup la valeur des titres détenus baisser. Pourraient-ils dévaluer leur devise ? c'est un pari risqué au moment où la Chine milite pour une internationalisation de sa devise. Pour l'heure donc, ce sont les effets d'annonce qui priment. Une sorte de négociation à couteaux tirés.

### ***L'état se resserre-t-il autour de la Russie ?***

En tout cas la bourse russe a subi un véritable coup de grisou lors de l'annonce de nouvelles sanctions. Les investisseurs fuyant le marché russe provoquant une chute du rouble. Désormais, c'est le premier cercle de Vladimir Poutine qui est touché. Désormais, ce sont 50 personnes et entreprises qui ne peuvent plus faire des affaires avec les Etats-Unis et du même coup avec de nombreux autres pays. Rusal, géant de l'entreprise (7% de la production mondiale) a même indiqué qu'elle pourrait connaître un défaut sur sa dette. Néanmoins, pourquoi les Etats-Unis ont-ils décidé d'amplifier les sanctions ? Si les raisons ont déjà été évoquées, D. Trump, qui avait déjà en août 2017 promulgué des sanctions contre la Russie semble de nouveau avoir été pressé par le Congrès Américain d'amplifier le mouvement. Est-ce un moyen de faire pression sur la Russie afin qu'elle intervienne en Syrie ?

Ce document d'information ne peut être reproduit, communiqué, ou publié, en totalité ou en partie, sans l'autorisation préalable et écrite de C&M Finances.

Ce document commercial ne saurait être interprété comme un engagement contractuel ou précontractuel de la part de C&M Finances ni comme une sollicitation à la souscription de l'OPCVM cité (des OPCVM cités).

Il est produit à titre purement indicatif et peut être modifié à tout moment sans préavis.

Les informations (analyses) contenues dans ce document, notamment les informations chiffrées, sont issues en partie de sources externes considérées comme dignes de foi.

C&M Finances attire l'attention de l'investisseur sur le fait que les chiffres cités ont trait aux années écoulées et que les performances passées ne sont pas un indicateur fiable des performances futures.

C&M Finances ne garantit, par ailleurs et d'aucune manière, les performances courantes ou futures de l'OPCVM cité (des OPCVM cités) dans ce document.

Il est rappelé ici que tout investissement financier comporte des risques (les risques de marché, le risque de perte en capital, le risque de change notamment) pouvant se traduire par des pertes financières. Dès lors, C&M Finances recommande, préalablement à tout investissement, au destinataire du présent document de lire attentivement le DICI et le prospectus de l'OPCVM qui sont tenus disponibles gratuitement en langue française à son siège social ou sur son site internet ([www.cm-finances.com](http://www.cm-finances.com)) et de s'assurer qu'il dispose de l'expérience et des connaissances nécessaires lui permettant de fonder sa décision d'investissement, notamment au regard de ses conséquences juridiques et fiscales.

La valeur liquidative de l'OPCVM est susceptible de connaître une volatilité élevée du fait de la composition du portefeuille.

Ce document d'information n'a pas pour but de fournir et ne doit pas servir à fournir des conseils d'ordre comptable, juridique ou fiscal ou des recommandations d'investissement. Source: C&M Finances